



CP001660

Composition d'histoire

Examen ou concours :

Série\* :

Spécialité/option :

Repère de l'épreuve :

Épreuve/sous-épreuve :

(Préciser, s'il y a lieu, le sujet choisi)

Numérotez chaque page (dans le cadre en bas de la page) et placez les feuilles intercalaires dans le bon sens.

Note :

19,5 / 20

Appréciation du correcteur (uniquement s'il s'agit d'un examen) :

\* Uniquement s'il s'agit d'un examen.

Paraît en 1938 le livre du général Charles de Gaulle, intitulé La France et son armée : dans cet ouvrage, érudit mais vivant, le général du 18 juin 1940 insiste sur le fait que l'histoire des Français est intimement liée à celle de leur armée. Le titre de l'ouvrage est particulièrement paradigmatique pour la période allant de 1851, début du Second Empire, à 1945, fin de la seconde guerre mondiale car les soldats français, vêtus de rouge garance ou de bleu horizon, se sont trempés dans les couleurs du drapeau sous lequel ils prennent les armes. La société française tout entière, gouvernement, comme population, est, durant cette période de conflits notoires, directement mise aux prises avec son armée. Cela dit, pour reprendre l'expression de Pierre Rotondo appliquée à l'état, les Français et leur armée doivent être « déglobalisés », c'est-à-dire pluralisés, afin que les liens qui les unissent deviennent plus évidents. En effet, l'armée est à la fois une institution, largement hiérarchisée, une administration elle-même plurielle, et un groupe d'hommes, ce qui en fait un groupe

N°  
1.28

plus ou moins homogène. Quant aux Français, ils sont un peuple, qui se construit progressivement au cours de la période étudiée en une nation; ils sont aussi une société, traversée par divers clivages qui font jouer prismes et biais: le prisme social, entre paysans, ouvriers, élites diverses; le prisme politique, de droite à gauche, avec des divisions internes; le prisme du genre, entre hommes et femmes; le prisme géographique, selon le plus ou moins grand patriotisme eu égard à la localisation; mais encore celui de l'âge, de la nationalité, et même celui de l'arme que le soldat prend pendant la guerre. Tous ces prismes jouant un rôle fondamental et crucial dans le rapport entre les Français et leur armée et ont des incidences tant sur le pouvoir de l'État que sur la société. De surcroît, à la faveur des âges démocratiques, note Alexis de Tocqueville, un espace et une opinion publics ont vu le jour à partir du cadre curial et ont donné naissance à des discours hétérogènes et donc à des attitudes antagonistes, au sein de la société française et notamment vis-à-vis de l'armée. Les guerres qui émaillent la période, catalysant les dissensus ou les faisant temporairement taire, sont un enjeu crucial du sujet. À ce titre, le premier conflit mondial, le véritable apogée de la communion entre les Français et leur armée, à travers l'Union

sacrée, est au cœur du sujet et autorise à exporter  
ses problématiques, tant avant qu'après lui, en regard  
à la richesse des débats historiographiques le concernant.  
De même, l'évolution de l'armée elle-même  
doit être au centre de la réflexion, ce qui laisse  
une large place à une histoire de la conscription,  
véritable point de contact entre les Français et leur  
armée. En outre, à travers les différentes histoires  
qu'il faudra mener (de la conscription, de la milice,  
des armes...), les trajectoires singulières et plurielles  
de Français, avec leurs témoignages, permettent de mener  
à bien l'histoire sociale qui est ici la nôtre, de  
donner de la chair et d'opérer une histoire par le bas  
("bottom up" pour reprendre l'image des historiens anglais).  
Entre fascination et distance, attrait et rejet, gloire et  
débois, l'armée est de plus en plus présente dans la  
société à la faveur de l'universalisation de la conscription.  
L'évolution des liens entre les Français et leur armée  
justifie une approche diachronique : faut-il aussi  
faire l'hypothèse d'une militarisation de l'armée ?  
En confrontant faits et discours, il faudra se demander  
si cette militarisation, le cas échéant, se fait spontanée  
sur, de la propre volonté de la société, ou bien manu  
militaire, par la force, sous la contrainte des dirigeants  
ou des événements. Ainsi la réflexion se fera-t-elle  
chronologiquement autour de trois périodes : au premier  
chef, de 1851 à 1889 qui marque l'universalisation

du service militaire, même si des différences demeurent : c'est le moment d'un rapprochement progressif entre les Français et leur armée. Par la suite, de 1889 à 1918, l'armée est en débat, mais la Première guerre mondiale, véritable ordalie (pour reprendre un terme médiéval) du rapport entre Français et armée, offre une véritable communion, grâce au terreau fertile qu'est la Troisième République. Enfin, de 1918 à 1945, de la fin d'un conflit mondial à une autre, l'armée est tributaire du réjet latent de l'horreur de la guerre, pour être conspuée par tous : le régime vichyste occasionne des troubles dans la relation de Français et de leur armée alors que l'aventure, l'existence et la libération voient éclater le renouveau de l'armée.

\* \* \*

De 1851 à 1889, un rapprochement progressif entre les Français et leur armée s'opère : il s'enracine dans le régime de Napoléon III, régime non seulement militariste mais aussi problématique, puis se fait plus fort avec le conflit franco-prussien de 1870-1871 et avec le changement de régime, pour enfin devenir un rapprochement décisif sous la Troisième République.

À l'arrivée de Louis-Napoléon Bonaparte au pouvoir, « le mérite militaire

ne rien  
écrire  
dans

la  
partie  
barée

N°  
4.128

1660

Examen ou concours :

Série\* :

Spécialité/option :

Repère de l'épreuve :

Épreuve/sous-épreuve :

(Préciser, s'il y a lieu, le sujet choisi)

Numérotez chaque page (dans le cadre en bas de la page) et placez les feuilles intercalaires dans le bon sens.

Note :

20

Appréciation du correcteur (uniquement s'il s'agit d'un examen) :

\* Uniquement s'il s'agit d'un examen.

n'est plus à la mode", avait déjà fait dire Stendhal à Julien Sorel, dans Le Rouge et le Noir de 1830. Le Second Empire est tributaire de deux reines de rapport à l'armée : la monotonie militaire des monarchies constitutionnelles, sous lesquelles il n'est pas possible de s'illustrer réellement dans la carrière militaire, d'une part, et d'une mythologie autour du soldat Nicolas Chauvin, dont découle l'épithète, soldat prêt à défendre sa terre, patriote et un bien belliqueux. Aussi se joue-t-il une dialectique entre fascination et distance entre les Français et l'armée. La ligne de démarcation entre civil et militaire est marquée : l'armée est principalement une armée de métier, ressemble à un monde clos, se présente comme un autre-pai masculin de combattants, qui partagent leur repas et leur vie à la caserne, qui traitent les civils de "Pékin", terme qui illustre la distance. De surcroît, l'armée est à l'origine ce qui a été appelé "la Grande muette" car les militaires ne se sont pas vu attribuer le droit de vote lors de la mise en place du suffrage universel masculin en 1848, de peur que les bureaux de vote des soldats

N°  
5.28



disposées à travers la France dans leurs régiments ne puisse dissoudre l'armée. De part et d'autre de la colonne, le fossé se creuse. A contrario, certains épisodes montrent une certaine fascination des Français pour leur armée. Toutefois, cette fascination n'est à la vérité que la marque de la distance qui les séparent : Au retour de la guerre de Crimée, en 1855, et de la campagne d'Italie, en 1859, le long des avenues paroisées, notamment à Paris, retentissent des acclamations bruyantes qui trouvent peu d'écho dans les cœurs. L'opinion publique de l'époque, étudiée par Pierre Laburie, était globalement défavorable au départ des troupes, ce que les hécatombes de Narenta ou de Solferino en Italie n'ont fait que confirmer.

Maintenant est en face, sous le Second Empire, à une participation peu enthousiaste. Faire carrière et faire ses classes, a fortiori faire la guerre, rebutent les Français. Pour la carrière militaire, c'est Raoul Curardot qui analyse la situation : d'une part, il remarque, avec l'étude de l'annuaire de l'école militaire St-Lyr, la baisse du nom à particule, notamment des aristocrates, ce qu'il met sur le compte du moindre attrait de la carrière militaire pour les grandes familles au début du Second Empire. De 163 noms en 1818, le nombre passe à 62 en 1856. De même pour la conscription, encore tributaire des lois Courcier-St-Lyr de 1818 et

de 1832, qui fonctionne par tirage au sort : les bons numéros (les plus élevés) sont exemptés totalement de service, les mauvais font un service long de 6 ans. Toutefois, le système de remplacement permet un compromis : les conscrits peuvent trouver un remplaçant pour aller à leur place à la caserne.

Napoléon III ne parvient que peu à changer le système : il ne fait que changer, en 1855, le système de remplacement par celui de l'exonération : c'est l'État, et plus exactement l'armée, qui choisit le remplaçant. Globalement, la spécialiste de la conscription Annie Gépia parle d'« accoutumance plutôt que d'adhésion ».

Pour nuancer, ou du reste éclaircir et élargir cette perspective, peut être cité, de manière anecdotique, l'attitude de collégiens et de lycéens lors du remplacement des tombours, marquant la fin des cours, à la cloche : ils récrivent ce passage du martial à l'ecclésiastique, du rouge marseillais au noir des nonnes.

En somme, le régime de Napoléon III est militariste avant tout dans son rapport à la société, davantage que dans son rapport à la guerre. L'empereur est soucieux de l'opinion publique, soucieux de « vider les coeurs et les reins » de ses sujets, soucieux de connaître « l'état des esprits » pour reprendre le titre de la thèse de Pierre Karila-Cohen, qu'il applique à la période précédente (1814-1848). Les rapports de préfets sont de précieux renseignements pour

Napoléon III ... et pour les historiens

« L'idée militaire » se transforme en une « mytique de l'ordre », écrit Raoul Girardet et passe de jacobinisme tantôt cocardier tantôt de beauté de la gauche à la droite : la société a de multiples regards sur l'armée.

La société semble avoir de plus en plus voix au chapitre à la faveur de la libéralisation du régime : après les houleux débats en 1866 autour du projet de loi sur la conscription du ministre Adolphe Niel, la loi est votée en 1868 : les bons numéros devraient intégrer une garde mobile pendant 4 ans, auxquels s'ajoutent onze années dans la réserve de l'active, puis dans la territoriale et la réserve de la territoriale (le citoyen français est en effet astreint à des impératifs qui s'étendent sur plusieurs dizaines d'années). L'opinion publique résume cela à : il n'y a plus de bons numéros. La société française parle presque unanimement en défaveur du projet de loi : en 1869, à la mort de Niel, son remplaçant Edmond Le Breux, prend soin de ne pas convoquer de nouveau la garde mobile : la société n'est pas encore prête. Toutefois, la guerre franco-prussienne qui se profile va changer la donne : préfigurée par la défaite austro-hongroise à Sadouva en 1866 qui a quelque peu déblanché la volonté de réformer la conscription en 60 pour avoir plus d'hommes sous les drapeaux, Napoléon III en parle en ces termes :

ne rien  
écrire  
dans

la  
partie  
barée

N°

8.28



Examen ou concours :

Série\* :

Spécialité/option :

Repère de l'épreuve :

Épreuve/sous-épreuve :

(Préciser, s'il y a lieu, le sujet choisi)

Numérotez chaque page (dans le cadre en bas de la page) et placez les feuilles intercalaires dans le bon sens.

Note :

20

Appréciation du correcteur (uniquement s'il s'agit d'un examen) :

\* Uniquement s'il s'agit d'un examen.

1660

« Je n'ai pas voulu cette guerre mais l'opinion publique m'y a forcé ». Cela contrevient à l'idée du discours de pardoux : « L'empire, c'est la paix » comme l'avait fait les guerres en Grèce, en Italie, au Mexique (1851-67) et les guerres coloniales (pacification de l'Algérie, le Sénégal et premiers pas en Indochine). Ces dernières avaient pour intérêt le français car le contingent était surtout une armée professionnelle majoritairement et la guerre se faisait en dehors du territoire français.

Il en va d'une toute autre manière pour la guerre franco-allemande. L'armée, déjà démocratisée par défaut, souligne William Serman, devient plus importante dès lors que le sol de la patrie est menacé. Lors du vote des crédits de guerre, le 19 juillet 1870, à la suite du contexte sur la succession d'Isabelle d'Espagne et après le scandale de la dépêche d'Éms, Stéphane Audoin-Rouzeau parle d'un « embryon d'Union sacrée » car seule l'extrême gauche est contre le vote. La défense de la patrie fait appeler différents types de combattants français : la garde nationale

N°  
9.128

sedante, les anciens soldats jusqu'à 55 ans  
exaptés veufs et aides de famille, l'active  
hon nire. A cela s'ajoutent, de manière  
significative, les francs tireurs, engagés  
volontaires souvent acquis au républicanisme.  
Cette guerre oblige l'armée française à  
changer de ligne de mire : les défaites à Wissembourg,  
le 4 août, à Forbach, le 6 mais surtout à Saint-Privat  
et à Gravelotte montrent la nouveauté du feu :  
"Il pleut comme à Gravelotte," dit le dicton et les dernières  
charges de cavalerie obligent les Français et leur  
armée à s'adapter. La mémorable défaite de  
la sauricière qu'a été Sedan, le 1<sup>er</sup> septembre 1870  
marque un tournant dans la guerre : le 4 septembre,  
la Troisième République est proclamée par Léon Gambetta.  
Il ne se permettrait d'appeler les veufs et les aides de  
famille, ce que Napoléon n'avait pas été faire, et ce qui,  
dans les termes de l'époque est néé comme une exigence  
d'universalisation. De la guerre de l'Empire, Gambetta  
et les autres républicains passent à la guerre de la République :  
au niveau de l'armée, rejettent le mythe révolutionnaire  
et toute devise patriotique de la nation en armes :  
« Cette réactivation mémorielle illustre bien le  
rapprochement de plus en plus fort entre les Français  
et leur armée, grâce à la République.  
Pourtant, l'épisode de la Commune en 1871,  
après la défaite française, est un événement

symboliquement fort qui met en exergue la tension entre l'armée de métier et l'armée de soldats-citoyens (pour reprendre l'idéal antique des villes de Sparte, Athènes et Rome). Le refus de la population parisienne, restée sur place, de s'avouer vaincue est à l'origine d'un conflit entre la garde nationale de Paris, environ 300 000 hommes, contre l'armée de Versailles. L'apogée de cette crise qui met aux prises deux armées divergentes, dans leur structure comme dans leurs convictions, est la semaine sanglante, du 21 au 28 mai 1871. Pour Stéphane Tison, environ mille soldats de l'armée de Versailles sont morts dans le combat, et à peu près 17 000 Parisiens. Alain Corbin, dans La Bataille, mais surtout Jacques Rougerie, indiquent la valeur sacrificielle du massacre : Jacques Rougerie en fait une césure entre les guerres passées et les guerres à venir, parle « de républicanisme plutôt que d'aurore », de « massacre salvateur » qui inaugure de nouveaux rapports entre les Français et leur armée. Enfin, afin de laisser la place à l'irréductible singularité des trajectoires particulières, trois témoignages peuvent être convoqués pour étayer les liens des Français avec leur armée à travers les différentes guerres évocées. Tout d'abord Jean-Baptiste Dumas, avec son Journal d'un militant carrier du Creusot. L'armée est pour lui une fatalité : appelé

dans les rangs, alors qu'il allait se marier, il écrit au sujet de la conscription, après avoir tiré un mauvais numéro : " j'ai haï la caserne avant même d'y avoir mis les pieds ". Tout à l'inverse, pour Jean-Marie Deguignet, l'armée est vue comme une opportunité :

ne rien écrire dans

la partie barrée

dans son journal d'un paysan bas-breton, il explique que sa participation aux guerres

de Crimée, d'Italie et du Mexique lui permettent d'amasser un petit pécule ; en 1868, lorsqu'il est démobilisé, il est, nous dit-il, " bon à marier ".

Deux regards de deux Jean qui se confrontent et qui illustrent l'équivoque et la pluralité des rapports des Français à leur armée.

Les prismes géographiques et sociaux jouent dans les deux cas. Enfin, pour la guerre de 1870, l'officier (lieutenant exactement)

Louis de Paray est intéressant à maints égards : son Journal d'un officier de tirailleur, c'est-à-dire de tirailleurs algériens, souligne la mixité de l'armée et aussi le manque de patriotisme des officiers qui recherchent plutôt une gloire personnelle à travers l'armée. Ce témoignage de première main, écrit à Magdebourg, capitale d'un des Länder allemands, en octobre-novembre 1870 éclaire sur les convictions diverses des Français enrôlés en des soldats de métier.

Les années allant de 1871 à 1889 vont s'enraciner, dans la terreau fertile de la République,

N°

1212

Examen ou concours :

Série\* :

Spécialité/option :

Repère de l'épreuve :

Épreuve/sous-épreuve :

(Préciser, s'il y a lieu, le sujet choisi)

Numérotez chaque page (dans le cadre en bas de la page) et placez les feuilles intercalaires dans le bon sens.

Note :

20

Appréciation du correcteur (uniquement s'il s'agit d'un examen) :

\* Uniquement s'il s'agit d'un examen.

à la fois une militarisation, une démocratisation et un ancrage du sentiment national qui peuvent être corrélés. Au sortir de la guerre, l'armée est sacralisée bien que par fois pointée du doigt. En effet, le général Bazaine fait figure, lors de son procès en 1873, de « victime expiatoire », selon le mot du ministre de la guerre. Du parail : il a laissé Metz trop rapidement obâma si les Républicains ont tenté de négocier, par Jules Favre, avec Bismarck avant de se lancer à corps perdu dans la bataille, c'est bien la République qui en ressort grandi (même si pour les élections de janvier 1871, il y avait de nombreux monarchistes élus à la chambre). L'armée est glorifiée pendant cette période d'après-guerre, période de "recueillement" (dit Bertrand Joly) : la construction monumentaire illustre déjà cela, l'étude de Stéphane Tison dans la Sarthe et la Mayenne, recensent environ une centaine de monuments à la gloire des soldats « morts pour le patrie » dans les deux départements.

La République est un véritable terrain pour le rapprochement de l'effort entre le Français et l'armée

N°

13/18



grâce à une forte acculturation. Celle-ci prend forme par l'école, promue par Gambetta, Paul Bert, Jules Ferry et les mesures prises comme l'obligation et la gratuité de l'école primaire.

"Il faut mettre, à côté de l'instituteur, le militaire et le gymnaste", dit Gambetta.

Et Paul Bert de préciser: "Si l'écolier ne devient un soldat français en puissance, l'instituteur aura perdu son temps". Ses expériences de bataillons scolaires, certes arrêtées en 1887, et le manuel La classe, "instituteur national", écrit Pierre Nora, sont les révélateurs de contacts de plus en plus étroits entre le militaire et le civil.

Ce qui, en outre, met en lumière cette profonde acculturation se joue aussi dans la caserne.

Si Anne-Marie Sohn, dans son livre Sois un homme!, à travers une histoire de la virilité, souligne avec Norbert Elias "une civilisation des mœurs" et une "masculinité apaisée" grâce à l'école, il est possible aussi de dire que la caserne, par son impératif d'obéissance, a tenu un rôle. À la faveur de l'universalisation du service militaire, Français et armée se rencontrent dans la caserne: la loi Thiers de 1872 antécédente la loi Niel, c'est une loi de compromis, qui garde un système d'exemption pour les étudiants et les séminaristes et la possibilité de payer 1500 francs pour échapper au service.

faisant jouer un rôle social. Le service est de cinq ans. La loi de 1889 met fin aux exemptions : les bons numéros, les étudiants et les séminaristes font un an, les mauvais numéros six. Malgré cette distinction, l'universalisation est en bon chemin puisque tous les hommes, même les "curés sac au dos", font un service. L'impératif d'obéissance est problématique en regard de la démocratisation parallèle de la République, car elle est jugée nuisible à l'initiative. La caserne rappelle au soldat français qu'il est un petit élément intégré dans une vaste hiérarchie (section, peloton, compagnie, bataillon, régiment, brigade, division, corps d'armée, armée). Les rapports à l'armée sont donc paradoxaux mais le rapprochement, lui, décisif.

Le Second Empire et les débuts de la Troisième République voient les liens entre les Français et leur armée se rapprocher de manière décisive, à la faveur de l'universalisation progressive de la conscription et par la dimension nouvelle que prend l'armée en regard du conflit franco-prussien, même si certains rapports (obéissance face à la démocratisation) restent paradoxaux.

\*

De 1889 à 1914, l'armée est l'objet d'une intense folklorisation mais

aussi de débats: tout cela est transcendé en 14-18, véritable ordalie, qui fait naître, au début du moins, une véritable communion entre le Français et leur armée.

ne rien  
écrire  
dans

la  
partie  
barrée

La folklorisation est analysée par Odile Royette dans son étude "Bons pour le service". L'expérience de la caserne, qui parcourt notre période de 1871 à 1914, de manière extrêmement forte, appelle une histoire sociale, une histoire des représentations et de la virilité. En 1905, le tirage au sort est supprimé: l'afflux à la caserne est d'autant plus massif. L'armée est le « grand dénominateur commun », dit Raoul Girardot, lieu de rencontres entre les Français. Les femmes sont progressivement évincées. Le conseil de révision est vécu comme un réel « brevet de virilité » et ceux qui sont refusés sont sujets à des quolibets et sont affublés de sobriquets comme « les pas-finis » ou même « les fausses cochons ». L'expérience de la caserne n'est pas vécue de la même manière suivant la classe sociale: ceux qui peuvent se payer des corvées ou moins le font; les paysans se sentent parfois arrachés à leur terre (les jeunes hommes sont des forces vives ôtées aux familles). Les dissentiments se traduisent toutefois la littérature anti-caserne qui voit le jour en 1889 avec notamment Picini. La caserne toutefois opère une véritable acculturation et ancre le sentiment

N°  
10.128

Examen ou concours :

Série\* :

Spécialité/option :

Repère de l'épreuve :

Épreuve/sous-épreuve :

(Préciser, s'il y a lieu, le sujet choisi)

Numérotez chaque page (dans le cadre en bas de la page) et placez les feuilles intercalaires dans le bon sens.

Note :

20

Appréciation du correcteur (uniquement s'il s'agit d'un examen) :

\* Uniquement s'il s'agit d'un examen.

national par la rencontre des Français dans la caserne. On peut-on faire l'hypothèse qui considère que les Français se devaient en partie par l'armée : Eugen Weber, dans Peasants into Frenchmen, souligne le rôle de l'armée et de l'armée.

Toutefois, "l'arche sainte" est quelque peu fracturée ce qui fait poser la question, reprise par Raoul Girardet. La France est-elle dévot au sujet de l'armée entre 1889 et 1914? Sur la scène politique, l'affaire Dreyfus fait apparaître deux France : c'est la sujet qui aujourd'hui encore a été considéré comme le plus clivant et surtout comme celui qui a touché la France tout entière. En fin des années 1880, Dreyfus, juif, est condamné par la justice militaire pour espionnage. L'opinion publique s'empare de l'affaire. A. Clémenceau lui-même souligne alors un immense hiatus : « La justice militaire est à la justice ce que la musique militaire est à la musique ». La question de l'armée fait donc débat. D'autre part, la volonté de revanche se fait par l'unanimité. La perte de l'Alsace-Moselle galvanise certains, comme Paul Déroulède, dont le livre

N°

17/28

Les Chants du soldat de 1872 en est à sa 129<sup>e</sup> édition en 1889, Jean-Jacques Becker minimise tout de même la volonté revancharde malgré la censure boulangiste, avec "le général Devanche", qui n'aboutit pas. Les guerres coloniales servent en quelque chose de succédanés et on oublie le premier volot de "Y penser toujours, m'en parler jamais" de Gambetta. La conquête et les protectorats successifs du Maroc, du Tonkin, de Madagascar font quelque peu passer l'indifférence du sujet de l'armée qui, implique dans la construction de la "Grande France".

Enfin, les débats autour des lois de conscription en 1913, validés, n'empêchent pas "l'Union sacrée" pour le premier conflit mondial. « La France sera héroïquement défendue par tous ses fils dont rien ne saurait devant l'ennemi briser l'Union sacrée », s'exclame Raymond Poincaré. C'est le moment d'apogée de la communion entre État, armée et société.

Année 14-18 et il y a une véritable ordalie qui va tester les rapports de Français avec leur armée. À l'orée de la guerre, Jean-Jacques Becker souligne que, après la surprise de 20% de conscrits, les Français font de la « résignation à la résolutions ». Le taux de réfractaires ne dépasse pas 1,5% après deux semaines après la déclaration de guerre,



encore moins qu'en 1870. Les engagés volontaires  
sont de l'ordre de 7% à l'entrée dans la guerre,  
selon l'étude de Jules Marnin, dans Soldats  
languedociens; à la fin de la guerre, ils seront  
de l'ordre de 23% mais essentiellement parce que  
l'engagement permet de choisir son arme et son régiment.  
Annette Becker et son père théorisent la culture de  
guerre : l'apophtegme horacien « Dulce et decorum  
est pro patria mori » (Odes, livre 3, chapitre 2, vers 13)  
sont de ressort du « bourrage de crâne » et de la  
propagande mise en place. Or, il s'avère que c'est à  
ce moment-là que les soldats et la société  
combattent le plus. L'armée est gigantesque : 8,4  
millions de soldats sont sous les drapeaux entre  
1914 et 1918, avec un maximum de 5 millions  
si l'on opère une coupe synchrone en 1915. Les coloniaux  
portent au nombre de 600 000. La mobilisation est véritable-  
ment gigantesque : 80% des hommes de 20 à 48  
sont convoqués et même 89% des hommes de 20 à 40 ans.  
Jean-Yves Guichard, dans L'invention de la guerre totale,  
montre à quel point la guerre est totalisée  
et l'armée s'immisce dans les coeurs et dans le civil.  
Cela a bien été préparé par la propédeutique  
qu'ont constitué la caserne et l'école.  
L'"autre front" (Patrick Fridenson) montre  
que le civil et le militaire sont en connivence  
malgré certains traits. La ligne du front a

épousée « la ligne du genre » pendant quatre années, relie Françoise Thébaut dans La femme au temps de la guerre de 14.

ne rien  
écrire  
dans

la  
partie  
barrée

Après la bataille de Verdun, les soldats du front se rendent compte de l'importance de l'arrière : les soldats de l'armée ont besoin des Français restés, ou renvoyés par la loi Delbrie, à l'arrière. Les industries de guerre passant de 100 000 à près d'un million et demi : les Français, qu'ils soient paysans dans les tranchées, ou patrons, comme Renault, apportent leur soutien à leur armée.

Les munitionnaires (le diminutif affectueux, l'hypochoristique, fait passer outre tout ce qu'il y a de subversif dans le fait que des femmes s'occupent des armes) et les 500 000 infirmières bénévoles aident leur armée, aidant leurs compagnons et maris. La figure subversive de l'embourgeoisé (Charles Lidel) qui tente l'armée est toutefois à l'origine, entre autres, de tensions au fur et à mesure de la guerre entre les soldats et leur armée.

Enfin, comment interpréter les « refus de guerre » (cf. Les refus de guerre. Une histoire des mutins d'André Zeez) ? La rupture traditionnelle se fait en 1917, malgré la "dictature de Clemenceau", qui est une sorte de tyran à la mode antique, qui agit pour le peuple sans son réel consentement. Justement, la querelle historiographique entre tenants du consentement

N°  
20/28

Examen ou concours :

Série\* :

Spécialité/option :

Repère de l'épreuve :

Épreuve/sous-épreuve :

(Préciser, s'il y a lieu, le sujet choisi)

Numérotez chaque page (dans le cadre en bas de la page) et placez les feuilles intercalaires dans le bon sens.

Note :

20

Appréciation du correcteur (uniquement s'il s'agit d'un examen) :

\* Uniquement s'il s'agit d'un examen.

1660

et ceux de la contrainte, entre Anne Becker (et son père) et Frédéric Roubaud. Leonard V. Smith rappelle que le soldat français reste citoyen, c'est son héritage républicain. Il cherche le débat alors qu'il fait face à une « sémiotique de l'autorité » (Emmanuel Saint-Fursien) en face des officiers qui portent blousons et revolver. Ce n'est pas tant l'armée, ni même la guerre, qui sont remises en cause, mais la manière de faire cette dernière. Les conflits entre les Français et l'armée sont révélateurs des ambiguïtés, d'un double phénomène de démocratisation par la République et de l'obéissance par la caserne.

Ces témoignages peuvent à nouveau être convoqués. Tout d'abord, à travers la figure du normalien Robert Hertz dans sa correspondance, préfacée lors de la publication par Jean-Jacques Becker, l'ethnologie dans les tranchées (août 1914 - avril 1915). Lettres de Robert Hertz à sa femme Alice. Sergent dans le 44<sup>e</sup> régiment territorial d'infanterie, il illustre les données du spécialiste de l'élite, Christophe Charles, qui note que

N°

21/28

50,4% de normaliens en cours d'étude, sont morts pendant la guerre (Hertz meurt dans le 330<sup>e</sup> RI avec le grade de sous-lieutenant, le 13 avril 1915). Les élites ont beaucoup été touchées. Ami de Marcel Mauss et d'Émile Durkheim, Hertz, en sa qualité d'ethnologue montre le creuset qu'ont été la guerre, les tranchées et l'armée. Il représente le versant du consentement patriotique.

Au contraire, Louis Barthas, dans le Carnet de Louis Barthas, tonnelier, illustre la thèse du refus. Le débat historiographique, sans vouloir le trancher, a des exemples pour les deux camps. Barthas, caporal, raconte par exemple la mutinerie et la dissolution du 295<sup>e</sup> régiment d'infanterie. Barthas rentre sain et sauf de la guerre, dans sa ville de Puyssiac, mais avec de la rancœur envers l'armée.

Socialiste, à l'instar de Robert Hertz, il n'a pourtant pas la même attitude.

Enfin, Ephraïm Grenadon, paysan breton, dans Grenadon, paysan français, ses carnets de vie, les différences liées au social et à l'arme. Les paysans, souligne le rapport Louis Marin de 1920, ont fait de la guerre car l'armée les intègre, surtout dans l'infanterie. Or, Grenadon y échappe, intègre l'artillerie et signale, au sujet de l'infanterie:

« L'artillerie, c'est, quand même de la rigolade à côté de ça ». Il s'est engagé volontairement à 18 ans, mais surtout car il a pu ainsi choisir son lieu de combat et son armée. L'engagement volontaire n'est donc pas forcément une preuve des liens plus forts entre les Français et leur armée.

Les années 1889-1914 mettent en scène une suite de débats, que l'Union sacrée fait taire, au sujet de l'armée, avec toutefois un retour des discussions à la fin de la longueur de la guerre : le "poilu" est un soldat-citoyen (le soldat-citoyen par excellence même) qui entend bien pouvoir discuter, même si seulement 40 000 mutins ont été recensés, d'aucuns ont été massacrés, mais l'armée n'est pas l'autre cause de l'Union sacrée. Cette porte jusqu'à la victoire du 11 novembre 1918 à M<sup>u</sup>.

\*

Cependant, le ressort, pour prendre une image, a sûrement été trop tendu : le rapport avec l'armée évolue clairement à partir de 1918.

La partie de guerre est très importante pour ceux qui deviennent les troupes combattantes. Dans la victoire endeuillée, la partie de guerre des soldats français 1918-1920, Bruno Cabanes montre une démobilisation difficile : les soldats se sentent presque oubliés.



ne rien  
écrire  
dans

la  
partie  
barrée

au du reste marginalisés par le reste de  
français. Le poids de Anciens Combattants  
est étudié par la figure tutélaire d'utopie  
prot dans sa thèse soutenue en 1977: Les  
Anciens Combattants dans la société française.

Histoire, Sociologie, Géologie. En 1930, encore

45% des hommes sont des anciens combattants.

Ce sont eux qui impulsent les dynamiques de deuil :  
les monuments commémoratifs fleurissent partout en  
France (35.000 pour 36.000 communes). L'armée est  
portée aux nues, mais peut-être devrions-nous le dire  
plutôt pour les soldats plutôt que pour l'institution  
militaire qui est mise à l'écart par les larmes du  
deuil.

Peut-on s'interroger sur le type d'armée voulue:

en 1923, le service militaire passe à un an et demi,

en 1928, à un an. Se dirige-t-on Vers l'armée

de métier (pour reprendre le titre de Do. Crouelle

en 34)? En une certaine façon, la société française

se dirige vers le système de conscription qui est

aujourd'hui le nôtre. Toujours est-il que l'armée

est modernisée, au fil de années 1930, avec

les SOMUA 5-35, des chars blindés, par exemple,

dans une attitude défensive, voulue par

la société.

Cela trouve écho dans la "mentalité Maginot"

et dans les divers pacifismes des Français.

N°

24/28

Examen ou concours :

Série\* :

Spécialité/option :

Repère de l'épreuve :

Épreuve/sous-épreuve :

(Préciser, s'il y a lieu, le sujet choisi)

Numérotez chaque page (dans le cadre en bas de la page) et placez les feuilles intercalaires dans le bon sens.

Note :

20

Appréciation du correcteur (uniquement s'il s'agit d'un examen) :

\* Uniquement s'il s'agit d'un examen.

En effet, la priorité est donnée à la défense de la patrie : la ligne Maginot est finie d'être construite en 1931 et la conférence de Munich de 1938 est dans la même veine puisque Daladier est acclamé au Bourget car il a retardé la guerre. L'armée doit jouer un rôle défensif. La France est généralement pacifiste mais avec maintes nuances. De pacifisme radical, clairement antimilitariste, (Tragon s'exclame dans les années 30 : « je conchie l'armée française dans son entier ! »), au pacifisme des jacobins ou à celui de droite qui est idéologique (contre le communisme) et discrètement antimilitariste, il y a un léger heurt de idéologie, sur la question de l'armée.

« "étrange défaite" de 1939, dit Marc Bloch, vient montrer les ambivalences du rapport à l'armée. Jean-Louis Gémieux-Brilhac souligne le refus des Français en 1939 pour se battre contre les Allemands. Seulement, Marc Bloch ou Karl-Heinz Frieser soulignent que ce sont les chefs militaires de l'État-

N°

25/28

major qui n'ont pas su penser cette guerre  
(Blach) car il y avait "une relâche mentale  
des chefs" alors que l'armée française  
n'était pas moins bonne que l'armée  
allemande. Les causes immédiates de  
la défaite, pour Marc Blach, est le manque  
de réflexion des élites de l'armée, mais elle  
s'enracine dans la « crise du cirque » qu'il diagnostique  
dans les années 30. D'autant plus que la conscription,  
réduite, n'a pas pu être "l'école des générations  
futures" comme le disait le duc d'Angoulême-Patruier  
avant 1914.

Ainsi, l'armée de Vichy, sous Vichy,  
une "armée d'opérette", signale Robert Paxton  
dans l'armée de Vichy de 1940. Réduite à  
100 000 hommes dont 10 000 officiers, elle  
est chargée par le régime et devient une  
sorte de figure-repoussoir pour les Français qui  
n'y participent pas car le service militaire est  
interdit par les Allemands. Cette armée de  
mé tier de fait a de la sympathie pour le  
régime car les hauts dignitaires n'ont jamais été  
étallement républicains.

La Résistance, elle, est une armée de volontaires,  
de facto, spontanée, même si on peut souligner  
l'attentisme délégué de Français qui ne  
s'engagent pas. La tour de force des FFI et de

FFL est d'abord à restructurer. Un saut d'échelle est opéré entre 1940, avec quelques milliers de résistants (le militaire étaient appelés par De Gaulle le 18 juin, mais peu ont répondu à l'appel) à entre 500 000 et 800 000 résistants à la Libération. Les liens entre

l'armée intérieure qui fait comme elle peut, l'armée qui se structure dans l'Empire et la société sont complexes. On peut encore pointer du doigt le jourisme de nombre de Français.

À la Libération, l'armée est épurée : exit les "mafflalard" qui n'ont pas pris les armes.

Le personnel militaire est renouvelé à moitié.

C'est De Gaulle, pouvoir de l'armée, qui prend la tête du gouvernement et qui est acclamé à la Libération avec le "2<sup>e</sup> DB". Les étrangers (10%) et les Français de l'Empire (3/4) ont montré leur volonté de s'engager aux côtés de l'armée gaulliste ou résistante contre "l'armée d'armistice" richyste. L'armée connaît donc débâcle pour Vichy et renouveau pour celle de la Libération, clôtée aux Français.

\* \* \*

Pour reprendre le sujet, il est possible d'incarner les trois temps de la réflexion dans trois figures tutélaires qui jettent un éclairage

sur les lieux des Français avec leur armée:  
le conscript, le pauvre et le résistant.

Chacun à sa façon représente les liens  
étroits, certes paradoxaux et parfois  
conflictuels, entre le Français et son  
armée. Le rapprochement progressif

entre les deux est corrélié à la démocratisation  
et à l'ancrage du sentiment national. Le premier  
conflit mondial est l'acte de la communion, certes  
fragile, de ses acteurs: Eugen Weber a montré  
le passage des "paysans" aux "Français", unis par  
la guerre, l'armée et la Nation, la "communauté  
imaginée", dit Benedict Anderson grâce au  
sommet que représente la Première mondiale et  
grâce à la République. La France et son armée  
n'ont eu de cesse de se rapprocher dans un mouvement  
dialectique dans lequel s'enracine notre modernité.

ne rien  
écrire  
dans

la  
partie  
barée

N°

20/28